

Vannes, le 29/10/2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 23/10/2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL DE KERTALVY**

Talbedivy  
56150 GUÉNIN

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement EARL DE KERTALVY implanté Talbedivy 56150 GUÉNIN. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DE KERTALVY
- Talbedivy 56150 GUÉNIN
- Code AIOT : 0055601041
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole de poulettes futures repro, autorisée à 50 880 emplacements soumis au régime autorisation-IED

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 3  | Recensement des risques   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8-I   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 11 | Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 16 | Émissions atmosphériques d'ammoniac                                 | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45    | Demande d'action corrective  | 5 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Respect des effectifs autorisés   | Arrêté Préfectoral du 11/10/2010, article 1     | Sans objet        |
| 2  | Intégration dans le paysage et propreté                                 | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6     | Sans objet        |
| 4  | Nature et risques des produits  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9     | Sans objet        |
| 5  | Propreté – Insectes – Rongeurs  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10    | Sans objet        |
| 6  | Accessibilité de l'installation   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12    | Sans objet        |
| 7  | Moyens de lutte contre l'incendie                                       | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13    | Sans objet        |
| 8  | Installations électriques et techniques – Plans – FDS                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14    | Sans objet        |
| 9  | Stockage d'effluents  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | Sans objet        |
| 10 | Accès aux installations   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3  | Sans objet        |
| 12 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18    | Sans objet        |
| 13 | Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres                       | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37    | Sans objet        |
| 14 | Déclaration annuelle des flux d'azote                                   | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2   | Sans objet        |
| 15 | Déchets et sous-produits animaux  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33    | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

- Le plan de masse doit être mis à jour avec les zones à risques.
- Les produits de nettoyage doivent être sur rétention.
- La déclaration GEREP est à faire annuellement.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Respect des effectifs autorisés**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2010, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant titulaire de l'autorisation est autorisé à exploiter un élevage de 50 880 emplacements de volailles. |

|   |
|---|
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection, 29365 poulettes futures repro de 65 jours sont présentes sur le site de Talbedivy. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.<br>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| <b>Constats :</b><br>Les abords du site d'élevage sont propres et entretenus.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : Recensement des risques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8-I   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).<br>L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.<br>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.<br>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées. |
| <b>Constats :</b><br>Le plan de masse n'intègre pas toutes les zones à risques.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Le plan de masse est à mettre à jour avec les zones à risques.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 4 : Nature et risques des produits**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.<br><br>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| <b>Constats :</b><br>Les fiches de données de sécurité des produits de nettoyage utilisés ont été présentés.<br>Produits: Fumagri, Fomax, Kickstart et intra hydrocare.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.<br>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. |
| <b>Constats :</b><br>Un contrat avec la société APA est mis en place pour la gestion de la prolifération des rongeurs.<br>Le technicien passe 2 à 3x/an.<br>Le plan de disposition des boîtes d'appâts a été présenté ainsi que le relevé du dernier passage en date du 16/07/2025.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 6 : Accessibilité de l'installation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.<br>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.<br>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.<br>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |

|  |
|--|
| <b>Constats :</b><br>Le site est accessible pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.<br>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.<br>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.<br>Ces moyens sont complétés :<br>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;<br>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.<br>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.<br>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.<br>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.<br>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :<br>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;<br>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;<br>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;<br>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;<br>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.<br>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. |
| <b>Constats :</b><br>Les numéros d'urgences sont accessibles, affichés dans le SAS d'entrée.<br>Les extincteurs ont été vérifiés en 2025.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 8 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

|  |
|--|
| <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées le 13/08/2025 par la société EURL Bruno CONANEC.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 9 : Stockage d'effluents**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de stockage d'effluents sur le site. Les fumiers sont évacués directement et stockés aux champs.</p> <p>Le sol des poulaillers est en terre battue, il n'y a pas de fosses de récupération des eaux de lavages.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 10 : Accès aux installations**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.<br>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024. |
| <b>Constats :</b><br>Le site est fermé par une chaînette avec un panneau d'interdiction d'entrée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 11 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>-100 % de la capacité du plus grand récipient ;<br>-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;<br>-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.<br>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022. |
| <b>Constats :</b><br>Les produits de nettoyages présents sur le site sont stockés sans rétention.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Les produits de nettoyage utilisés présentant un danger pour l'environnement doivent être sur rétention d'une capacité de:<br>-100 % de la capacité du plus grand récipient ;<br>-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;<br>-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |



**N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.<br>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.<br>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| <b>Constats :</b><br>L'eau consommée provient uniquement d'un puits de surface, il n'y a pas de raccordement au réseau d'eau public. La consommation d'eau est surveillée quotidiennement et relevée à chaque lot. (environ 300 à 400 m <sup>3</sup> /lot)  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 13 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier/DN  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage.<br>Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'identification des surfaces réceptrices</li><li>- les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus</li><li>- les quantités d'azote correspondantes.</li></ul> En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.<br>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Les bordereaux de transfert d'effluents avec les prêteurs de terres ont été présentés pour la campagne 2024/2025.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 14 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.<br>En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage.<br>La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article. |
| <b>Constats :</b> La déclaration annuelle des flux d'azote pour la campagne 2024/2025 a été réalisée le 20/10/2025.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 15 : Déchets et sous-produits animaux**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;</li><li>- trier, recycler, valoriser ses déchets ;</li><li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>Les déchets sur le site sont essentiellement les bidons des produits de nettoyage utilisés.<br>Un bon de reprise d'EUREDEN à GUÉNIN a été présenté daté du 11/06/2025.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 16 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »<br>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020 |

|   |
|---|
| <b>Constats :</b><br>La déclaration GEREP, des émissions atmosphériques n'a pas été réalisée pour l'année 2024.                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>La déclaration des émissions atmosphériques (GEREP) est à faire tous les ans. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 5 mois   |